



RAPPORT DE CONSULTATION PRÉOCCUPATIONS ET ENJEUX PRIORITAIRES EN MATIÈRE DE TRANSITION CLIMATIQUE

**Version finale
9 mai 2025**



Table des matières

1. Mise en contexte	3
2. Processus de consultation	3
3. Résultats des consultations sectorielles.....	4
3.1. Déroulement des ateliers avec les tables sectorielles	4
3.2. Faits saillants	5
4. Résultats de la consultation publique	10
4.1. Déroulement de la consultation publique	10
4.2. Faits saillants	10
5. Conclusion	11
Annexe 1 : résultats des ateliers des tables sectorielles	13
Annexe 2 : résultats de la consultation publique	22



1. Mise en contexte

Le plan de mise en œuvre (PMO) 2023-2028 du Plan pour une économie verte (PEV), dévoilé le 18 mai 2023, présente les différentes mesures que le gouvernement déploie afin d'atteindre les cibles et les objectifs en matière d'électrification de l'économie et de lutte contre les changements climatiques. Parmi les mesures identifiées, la mise en place du programme *Accélérer la transition climatique locale* (ATCL) a pour objectif de soutenir financièrement les actions structurantes de lutte contre les changements climatiques à l'échelle municipale, par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan climat.

C'est dans ce contexte que fut signée le 29 février 2024 la Convention d'aide financière du programme ATCL entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et la MRC de Maria-Chapdelaine, dans laquelle la MRC s'engage à élaborer un plan climat pour son territoire. Le plan climat est un document de planification qui présente les risques et les possibilités liés à la lutte contre les changements climatiques. Il identifie également les projets prioritaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et s'adapter aux changements climatiques. Cette planification doit couvrir les territoires dans lesquels les paliers supralocal et local détiennent des compétences et pouvoirs et va donc prévoir des mesures au regard des responsabilités respectives des MRC et municipalités¹.

Dans une volonté de faire du plan climat un projet véritablement collectif, la MRC de Maria-Chapdelaine a mené une consultation publique ainsi qu'une démarche ciblée auprès des organisations partenaires du territoire. Cette première étape visait à cerner les préoccupations et à faire émerger les enjeux jugés prioritaires en lien avec la transition climatique. Par cet exercice, la MRC souhaite amorcer une réflexion commune, favoriser le dialogue avec ses parties prenantes et prendre le pouls de la collectivité, dans le but d'éclairer les décisions à venir en matière de lutte et d'adaptation aux changements climatiques.

2. Processus de consultation

La consultation publique avait pour objectif de recueillir les préoccupations et les attentes de la population en lien avec les principaux enjeux climatiques du territoire. Parallèlement, des ateliers ont été tenus avec diverses parties prenantes, leur offrant l'occasion de se familiariser avec la démarche et de participer activement à l'identification des enjeux propres à leurs domaines d'intervention (Tableau 1).

¹ Pour de plus amples informations sur l'élaboration du plan climat, consultez : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-economie-verte/actions-lutter-contre-changements-climatiques/agir-localement/aide-financiere-organismes-municipaux/accelerer-transition-climatique-locale>

Tableau 1. Synthèse de la consultation ciblée.

Sectorielles	Processus de consultation	Nombre de participants
Table environnement et ressources naturelles	Atelier de travail	12
Table économie	Atelier de travail	8
Table agriculture	Atelier de travail	5
Table santé et sécurité publique	Atelier de travail	13
Citoyens	Sondage en ligne	333

Plusieurs outils de communication et de participation ont été utilisés dans le cadre de cette démarche de consultation, afin de rejoindre un large éventail de citoyennes et de citoyens et de favoriser une réflexion collective sur les enjeux climatiques du territoire :

- Des ateliers de travail ont été tenus avec différentes tables sectorielles, permettant d’identifier les préoccupations prioritaires et les enjeux climatiques propres à chaque milieu ;
- Une page Web dédiée a été mise en ligne, regroupant des informations clés pour mieux comprendre les changements climatiques, dresser un portrait synthétique du territoire et présenter les principaux impacts anticipés pour les administrations municipales ;
- Une consultation publique en ligne, tenue du 22 novembre 2024 au 6 février 2025, a permis de recueillir l’avis des citoyens via une plateforme interactive ;
- Un article informatif a été publié dans le journal *Le Nouvel Hebdo*, contribuant à diffuser l’initiative à l’échelle locale ;
- Les médias sociaux de la MRC ont été utilisés pour relayer l’information et inciter à la participation ;
- Des encarts postaux ont été distribués directement dans les foyers afin de rejoindre également les personnes moins actives en ligne.

3. Résultats des consultations sectorielles

3.1. Déroulement des ateliers avec les tables sectorielles

Afin d’assurer une participation élargie et sectorielle, quatre tables sectorielles ont été rencontrées lors de la consultation :

- La table agriculture, composée du comité consultatif agricole, permet d’aborder les impacts des changements climatiques sur le secteur et d’identifier des stratégies adaptées pour la résilience des exploitations agricoles ;

- La table économie, formée par le comité consultatif en développement économique, contribue à intégrer les enjeux économiques et les opportunités liés à la transition climatique ;
- La table environnement et ressources naturelles, représentée par le comité multiressources, apporte une expertise essentielle sur la gestion durable des ressources naturelles et la préservation des milieux naturels ;
- La table santé et sécurité publique, constituée à partir de la table en développement des communautés de Maria-Chapdelaine, met l'accent sur les impacts des changements climatiques sur la santé, la sécurité et les services offerts aux citoyens, en tenant compte des vulnérabilités particulières de certains groupes de population.

Les rencontres avec les comités se sont tenues sous la forme d'ateliers participatifs, précédés d'une présentation sur le processus d'élaboration du plan climat. Après avoir exposé les notions fondamentales liées à la science du climat, le portrait climatique projeté pour la MRC et les principaux impacts anticipés, les participants ont été invités à réfléchir à trois questions précises (voir l'annexe 1). Celles-ci leur avaient été transmises préalablement par courriel afin de favoriser une participation éclairée et constructive.

3.2. Faits saillants

Les consultations sectorielles ont permis de recueillir une diversité de commentaires. L'ensemble des éléments discutés est présenté à l'annexe 1. Voici les principaux faits saillants :

Certains aléas climatiques ont davantage été identifiés comme préoccupants

- Les feux de forêt survenus en 2023 sont ressortis comme un phénomène marquant pour l'ensemble des tables sectorielles. Les feux ont entraîné des répercussions majeures sur la santé publique, l'économie régionale, le tourisme, la villégiature et la vie quotidienne des résidents. Ils ont généré de l'anxiété, des pertes financières et une paralysie temporaire de certaines activités économiques et sociales.
- Les vagues de chaleur, de plus en plus fréquentes et intenses, nuisent à la santé des personnes (notamment les populations vulnérables), perturbent les activités extérieures (pour les aînés et les travailleurs exposés, entre autres) et entraînent une hausse des problèmes de santé tels que la déshydratation et les difficultés respiratoires.
- Des redoux hivernaux de plus en plus fréquents ont été observés et risquent d'entraîner des pertes économiques pour les entreprises locales, en augmentant les coûts logistiques pour les secteurs dépendant de conditions de gel stables et en impactant le rendement et la pérennité des cultures agricoles. Les redoux et le raccourcissement de la période hivernale compromettent également les activités touristiques hivernales.



Cette réalité affecte autant les usagers que les organisations, notamment touristiques, qui dépendent de l'achalandage hivernal pour leur rentabilité.

- Des événements météorologiques extrêmes (ex. : tempête, verglas, vent violent) causent des dommages aux infrastructures et bouleversent les calendriers d'opération dans plusieurs secteurs, incluant la foresterie, l'agriculture et les services municipaux.
- Des épisodes de sécheresse et d'étiage (débit minimal d'un cours d'eau pendant les périodes sèches) attribués à la diminution des précipitations estivales ont été rapportés. Cela affecte non seulement les usages récréatifs, mais soulève aussi des inquiétudes sur les conditions de croissance des cultures, l'approvisionnement en eau potable et la santé des milieux aquatiques.

Plusieurs impacts sont déjà ressentis par les organisations rencontrées

Impacts sur la santé

- Les inégalités sociales de santé sont exacerbées par les changements climatiques. Les logements mal isolés, les quartiers peu végétalisés et les infrastructures désuètes exposent davantage les familles vulnérables aux vagues de chaleur et aux dommages matériels.
- Les effets sur la santé publique sont déjà tangibles, avec une hausse des cas de déshydratation, de troubles respiratoires et d'intolérance à la chaleur, notamment chez les personnes âgées, les enfants et les travailleurs exposés. Certaines résidences pour aînés ont dû adapter leurs horaires d'activités pour éviter les périodes de chaleur accablante.
- L'écoanxiété est un phénomène croissant, surtout chez les jeunes. Les milieux scolaires ne sont pas tous outillés pour accompagner adéquatement les élèves dans leur compréhension et leur capacité d'action face à la crise climatique.
- La détérioration de la qualité de l'air causée par la fumée des feux de forêt entraîne un repli à l'intérieur des habitations et une réduction des interactions sociales, particulièrement chez les aînés. Cela peut contribuer à un sentiment d'isolement et à des effets négatifs sur la santé mentale.
- Les changements climatiques contribuent à la dégradation de la qualité de l'eau, notamment en raison de la fréquence des pluies intenses et des épisodes de sécheresse, qui peuvent engendrer une augmentation de la concentration de contaminants ou la prolifération d'algues, posant ainsi des risques pour la santé humaine et l'environnement.

Impacts sur l'économie

- L'économie régionale repose fortement sur l'exploitation des ressources naturelles (forêts, agriculture, minéraux), ce qui la rend particulièrement vulnérable aux aléas climatiques. Cette dépendance structurelle limite la résilience des activités économiques face aux perturbations.
- Les petites entreprises de la région, souvent à capacité financière et humaine limitée, sont particulièrement exposées aux impacts des changements climatiques. Elles peinent à intégrer l'adaptation à leurs pratiques ou à se projeter dans des transformations à long terme.

Impacts sur l'agriculture et la sécurité et l'autonomie alimentaire

- Le stress hydrique, les gels tardifs et les extrêmes climatiques nuisent à la qualité des cultures et augmentent les pertes potentielles. Les aléas plus fréquents forcent les producteurs à investir davantage en irrigation, infrastructures, protection contre les ravageurs et ajustements techniques, ce qui affecte leur rentabilité.
- Les exigences en matière de décarbonation des grandes entreprises et du gouvernement, souvent sans soutien, accentuent la précarité des petites exploitations qui sont forcées de s'adapter.
- L'évolution des conditions climatiques pourrait permettre l'introduction de nouvelles cultures, l'allongement de la saison de croissance et l'augmentation du nombre de récoltes, tout en ouvrant la voie à de nouvelles pratiques agroenvironnementales valorisées, notamment par le biais de marchés carbone. Ces éléments constituent des opportunités liées aux changements climatiques.
- La sécurité alimentaire est particulièrement à risque dans le contexte des changements climatiques, car chacun des éléments qui la composent – disponibilité, accès, stabilité et qualité des aliments – peut être perturbé par un ou plusieurs aléas climatiques. Les impacts sont déjà observables sur certaines productions et pourraient s'intensifier à l'avenir, menaçant ainsi la capacité des populations à se nourrir de façon stable, suffisante et nutritive.
- L'autonomie alimentaire du Québec, déjà fragilisée par la dépendance aux importations, est également menacée par les changements climatiques. Les perturbations météorologiques, les épidémies d'insectes ou d'autres aléas environnementaux risquent de provoquer des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, tant locales qu'internationales, compromettant ainsi la résilience du système agroalimentaire québécois.

Impacts sur les infrastructures

- L'état des routes rurales et forestières constitue un enjeu majeur. Les épisodes de gel-dégel, combinés à des précipitations abondantes, provoquent leur dégradation rapide, entravant la circulation des biens, des travailleurs et des services essentiels.
- L'augmentation des précipitations intenses sur de courtes périodes accentue les risques de surverses dans les réseaux d'égouts unitaires, ce qui peut entraîner des débordements d'eaux usées non traitées dans les milieux naturels. Ces épisodes posent des enjeux majeurs pour la qualité de l'eau, la santé publique et les écosystèmes aquatiques, en plus de mettre en lumière la vulnérabilité des infrastructures municipales vieillissantes.
- Les changements climatiques risquent d'entraîner des coûts supplémentaires pour les municipalités, en raison de la dégradation accélérée des infrastructures (routes, aqueducs, ponceaux, bâtiments) causée par les cycles de gel-dégel, l'augmentation des précipitations ou les événements météorologiques extrêmes. Ces impacts obligeront les municipalités à réinvestir massivement dans l'entretien, l'adaptation ou le remplacement des infrastructures, exerçant une pression importante sur les finances publiques locales.

Impact sur l'environnement

- Les changements climatiques accélèrent la perte d'habitats et l'érosion de la biodiversité, en modifiant les régimes climatiques, en fragmentant les milieux naturels et en favorisant l'émergence d'espèces envahissantes. Cela affecte particulièrement les espèces sensibles aux variations de température ou aux perturbations hydriques, et affaiblit la résilience globale des écosystèmes.
- La diminution des services écologiques fournis par les écosystèmes – tels que la régulation du climat, la purification de l'eau, la pollinisation, la protection contre l'érosion et le stockage du carbone – est une conséquence directe de la dégradation environnementale. Ces services, essentiels au bien-être humain et au fonctionnement de nos communautés, deviennent moins fiables ou plus coûteux à remplacer lorsqu'ils sont affaiblis ou perdus.

La mobilisation régionale est partielle et les organisations manquent de ressources

- L'initiative de consultation a été saluée et la participation au processus de consultation a été significative. Toutefois, certains partenaires ont remis en question la pertinence d'une telle démarche ou n'ont pas compris l'intérêt des activités.
- Si certaines entreprises, institutions ou municipalités ont amorcé des démarches d'adaptation, la mobilisation demeure inégale. Plusieurs acteurs économiques ou

municipaux comprennent encore mal les enjeux climatiques ou ne les considèrent pas comme prioritaires, freinant ainsi la transition.

- La consultation a mis en lumière une préparation insuffisante de plusieurs secteurs face aux enjeux climatiques.
- Le manque de ressources humaines et financières est fréquemment cité comme un obstacle à la transition climatique. Les municipalités, en particulier les plus petites, peinent à s'organiser et mettre en œuvre des réponses adaptées.
- Le personnel de la santé et des services sociaux est confronté à une intensification des demandes liées aux effets du climat (chaleur, déplacements difficiles, isolement social), sans toujours disposer des outils, infrastructures ou soutiens nécessaires pour répondre adéquatement.

Plusieurs initiatives et bonnes pratiques sont en cours

- Les organisations disposent de plusieurs leviers structurants pour accélérer la transition climatique, notamment par le biais de la réglementation municipale, des outils de planification (SADR, plan d'urbanisme, PDZA, plan de développement de communauté nourricière, etc.) ou de politiques (achat responsable, verdissement, mobilité durable, etc.). Ces outils peuvent être mobilisés de façon cohérente pour intégrer l'action climatique à tous les niveaux de décision.
- Certains organismes font la promotion et mettent en œuvre des projets de verdissement et de création d'îlots de fraîcheur, ce qui démontre une volonté de renforcer la résilience des milieux de vie urbains et semi-urbains.
- Le CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean, principal employeur de la région, a implanté une série de mesures concrètes pour réduire son empreinte environnementale, incluant l'optimisation de la gestion des matières résiduelles, la promotion du transport durable et l'approvisionnement local.
- Des initiatives en sécurité alimentaire ont été développées ou sont en développement, incluant des plans de développement de communautés nourricières et des projets de réduction du gaspillage alimentaire.
- Dans le milieu scolaire, des actions ponctuelles sont menées à l'initiative des enseignants, comme la promotion du recyclage, l'alimentation durable ou l'utilisation de vaisselle réutilisable. Toutefois, l'intégration systématique des enjeux climatiques reste à consolider.
- Pour le secteur agricole, plusieurs initiatives (locales, régionales et provinciales) sont en cours. Cette mobilisation témoigne d'une préparation active à faire face aux défis climatiques, même si l'accès aux ressources, au financement et à l'accompagnement demeure inégal selon les types d'exploitations.

4. Résultats de la consultation publique

4.1. Déroulement de la consultation publique

La consultation publique s'articulait autour de quatre grandes thématiques : les impacts des changements climatiques, les mesures d'adaptation, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'action climatique à l'échelle du territoire.

Au total, 333 personnes ont pris part à l'exercice, générant plus de 380 commentaires, témoignages et suggestions qui ont enrichi la réflexion collective.

4.2. Faits saillants

La consultation publique a permis de recueillir une variété de réponses et plusieurs commentaires. L'ensemble des réponses est présenté à l'annexe 2. Voici les principaux faits saillants :

Thématique 1 : les impacts des changements climatiques

- Une forte majorité des participants (87%) se disent préoccupés par les changements climatiques.
- Les répondants expriment une plus grande inquiétude à l'égard des impacts des changements climatiques sur l'environnement naturel, sur l'économie et leurs finances personnelles, ainsi que sur la santé de la population.

Thématique 2 : l'adaptation aux changements climatiques

- Une large majorité croit que les changements climatiques affecteront leur qualité de vie personnelle (65%) et celle de leur collectivité (64%) dans les 20 prochaines années.
- Un total de 70% des répondants affirment avoir remarqué des événements ou des situations qui pourraient être causés par le phénomène des changements climatiques.
- Parmi les phénomènes climatiques qui préoccupent davantage les répondants, on retrouve les feux de forêt qui arrivent au premier rang des préoccupations, suivis des événements météorologiques extrêmes et des vagues de chaleur. Ces résultats vont dans le même sens que les préoccupations exprimées par les tables sectorielles.

Thématique 3 : La réduction des émissions de GES

- Les répondants affirment massivement qu'il est important, voire essentiel, de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle de la MRC.

- Les principales sources d'émissions, pour les participants, sont en ordre : le transport routier, les activités industrielles et la consommation d'énergie des bâtiments.
- Cette hiérarchisation est généralement alignée avec les constats techniques des inventaires GES, ce qui reflète une bonne compréhension citoyenne des sources d'émission.

Thématique 4 : identification des forces, faiblesses et priorités

- Les répondants ont identifié, parmi les forces du territoire, les milieux naturels et la diversité écologique en très large proportion (33%), suivi de la coordination entre les acteurs locaux (20%) et la solidarité entre les citoyens du territoire (13%).
- Les faiblesses mentionnées concernent surtout le manque de services alternatifs disponibles (ex. : le transport en commun) (22%), la dépendance à certaines industries et les intérêts économiques conflictuels (extraction des ressources naturelles ; 21%) et les infrastructures peu adaptées aux nouveaux défis (20%).
- Les mesures jugées prioritaires pour l'adaptation sont de préserver, restaurer et valoriser les écosystèmes naturels de notre territoire (24%) et de soutenir les initiatives d'alimentation et d'agriculture durables (24%).
- Pour la réduction des GES, les répondants souhaitent développer les énergies renouvelables (23%), optimiser l'efficacité énergétique des bâtiments (19%) et réguler et taxer des industries polluantes (17%).
- Enfin, les citoyens souhaitent que les principaux objectifs de la MRC en matière de transition climatique soient de protéger les milieux naturels et la diversité des espèces (18%), de préserver les sources d'eau (16%) et d'encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (14%).

5. Conclusion

Les résultats de la consultation, issus à la fois du sondage citoyen et des ateliers sectoriels, témoignent d'une préoccupation croissante et partagée face aux changements climatiques sur le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine. La population et les organisations ont déjà identifié certains aléas comme prioritaires (feux de forêt, événements météorologiques extrêmes, redoux hivernaux et vagues de chaleur) et perçoivent déjà les effets concrets de ces transformations : impacts sur la santé physique et mentale, perte de biodiversité, détérioration des infrastructures, conséquences sur les activités agricoles.

Les forces du territoire, comme la cohésion sociale, la richesse des milieux naturels et la capacité d'innovation locale, peuvent être mobilisées pour répondre aux défis identifiés. Toutefois, des freins subsistent : mobilisation partielle, manque de ressources, vulnérabilité économique structurelle et inégalités sociales de santé.



Cette consultation publique constitue donc une base essentielle pour orienter les prochaines étapes du plan climat. Elle a permis de dégager des enjeux, de mieux cerner les besoins et d'identifier les leviers pour construire une transition climatique ambitieuse, inclusive et ancrée dans la réalité du territoire.

Annexe 1 : résultats des ateliers des tables sectorielles

Réponses de la table *Environnement et ressources naturelles*

1. Avez-vous observé des changements dans le climat qui ont eu des conséquences sur vos activités par le passé? Si oui, lesquels?

Conditions hydriques

- Les crues printanières sont devenues plus soudaines et plus intenses. Par exemple, des infrastructures récréatives comme des sentiers et escaliers ont été endommagées en bordure de la rivière Ashuapmushuan, au camping de la Chute-à-l'Ours.
- Sur certains plans d'eau, comme le lac à Jim, on observe des variations du niveau d'eau de plus en plus marquées.
- Des questionnements émergent quant aux effets potentiels du drainage agricole sur les niveaux des nappes phréatiques.

Redoux hivernaux

- Les conditions hivernales plus douces au cours des trois dernières années ont réduit la qualité et la durée des activités hivernales. Pour le Parc régional des Grandes-Rivières, cela se traduit par une baisse d'achalandage sur le circuit de motoneige P-49 et à ses relais.
- Lors de l'hiver 2023-2024, la saison de motoneige n'a duré que 4 à 5 semaines selon les secteurs, en raison du faible enneigement.

Événements climatiques extrêmes et feux de forêt

- Les événements climatiques extrêmes (feux de forêt, verglas, pluies intenses) exercent une pression croissante sur les capacités organisationnelles des municipalités, les forçant à adapter leurs services, leurs infrastructures et leurs modes de gestion.

2. Quels sont les enjeux susceptibles d'être rencontrés par votre secteur d'activité relativement aux changements climatiques?

Gestion du risque

- Le rapprochement de la forêt aménagée des périmètres urbains augmente le degré d'exposition aux feux, ce qui appelle à une meilleure intégration des considérations de sécurité et de prévention dans l'aménagement du territoire.
- Les événements météorologiques extrêmes (crues, sécheresses, vents violents) posent des défis majeurs pour les organisations municipales et environnementales, notamment

en matière de planification d'urgence, d'entretien des équipements et de continuité des services.

Gestion des infrastructures

- L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des crues printanières ainsi que les redoux hivernaux font ressortir l'importance de revoir l'aménagement des infrastructures touristiques (sentiers, aires récréatives, campings), afin de les rendre plus résilientes.

Gestion organisationnelle

- Les changements climatiques entraînent une hausse de la pression sur les organisations et une croissance de la demande pour des projets d'aménagement durable, des activités de sensibilisation et de planification. Il faudra renforcer les capacités internes (ressources humaines, financement, outils) pour répondre à ces nouvelles attentes.
- Un besoin accru de coordination et de partenariats pour assurer la transition climatique devient essentiel. L'établissement de partenariats est un enjeu clé pour assurer une réponse collective efficace.

3. Votre entreprise ou votre organisation a-t-elle déjà mis en place différentes mesures pour lutter contre les changements climatiques?

- Il est jugé pertinent de mettre en lumière également les opportunités associées aux changements climatiques.
- Des réaménagements pour les infrastructures touristiques ont été réalisés sur les sentiers pédestres longeant les rivières et certaines sections ont été déplacées pour mieux résister aux crues printanières.
- Des initiatives de sensibilisation sont en cours ou prévues, afin de promouvoir des pratiques écoresponsables et favoriser l'adoption de comportements durables à l'échelle communautaire. La question du manque de ressources humaines et financières est toutefois problématique.

Réponses de la table économie

1. Avez-vous observé des changements dans le climat qui ont eu des conséquences sur vos activités par le passé? Si oui, lesquels?

Redoux hivernaux

- Certains secteurs liés aux ressources naturelles ont observé des perturbations dans leurs activités, attribuables à des épisodes de redoux hivernaux ou à des températures anormalement douces, ce qui complique la planification des opérations.

- Les périodes de gel et de dégel sont plus irrégulières. Cela complique l'accès aux secteurs et augmente les coûts liés au transport ou des délais.

Feux de forêt

- Les feux de forêt survenus en 2023 ont provoqué l'arrêt de travaux en raison de l'interdiction d'aller en forêt.

Événements météorologiques extrêmes

- Les pannes électriques sont plus fréquentes lors d'intempéries. Ceci engendre un impact direct sur les activités économiques.

2. Quels sont les enjeux susceptibles d'être rencontrés par votre secteur d'activité relativement aux changements climatiques?

Vulnérabilité structurelle de l'économie régionale

- Les principaux secteurs économiques sont orientés vers l'exploitation des ressources naturelles, étant donné leurs dépendances envers l'environnement naturel. Cette situation augmente la vulnérabilité de la MRC.

Gestion des infrastructures

- La détérioration des routes rurales et forestières, causée notamment par des précipitations abondantes ou des épisodes de gel-dégel, pose un risque pour le transport des marchandises, la mobilité de la main-d'œuvre et la continuité des opérations.
- Les changements climatiques génèrent des pressions économiques importantes sur les municipalités, en augmentant les besoins d'entretien, de réparation et de remplacement des infrastructures exposées à des aléas plus fréquents et intenses, ce qui représente un enjeu financier majeur pour la gestion des actifs municipaux.

Capacité d'adaptation des entreprises

- Les petites entreprises sont davantage vulnérables et manquent souvent de ressources pour s'adapter ou planifier à long terme.
- Les conditions extrêmes pourraient nuire à la disponibilité de main-d'œuvre et à l'attractivité de certains métiers ou entraîner des interruptions de service.

Réglementation

- On observe une pression réglementaire accrue sur les entreprises (régime d'autorisation environnementale, allongement des délais, etc.).

3. Votre entreprise ou votre organisation a-t-elle déjà mis en place différentes mesures pour lutter contre les changements climatiques?

- Certaines entreprises réussissent à moderniser et adapter leurs opérations pour atténuer les effets des changements climatiques.
- La MRC a lancé l'initiative Santé nordique, qui vise à mobiliser les entreprises d'ici dans la valorisation des ressources du territoire.

Réponses de la table *santé et sécurité*

1. Avez-vous observé des changements dans le climat qui ont eu des conséquences sur vos activités par le passé? Si oui, lesquels?

Vague de chaleur

- Les canicules sont de plus en plus fréquentes et intenses et nuisent à la pratique d'activités physiques en plein air, en particulier chez les personnes plus vulnérables comme les enfants et les aînés.
- Certaines résidences pour personnes âgées (RPA) ont dû adapter leurs activités estivales, en les planifiant tôt le matin pour éviter les périodes les plus chaudes de la journée.
- Les travailleurs exposés à l'extérieur, notamment dans les domaines de la construction ou de l'agriculture, sont particulièrement affectés par les fortes chaleurs.
- L'urbanisation, combinée à la diminution des espaces verts, accentue les effets d'îlots de chaleur et réduit les lieux accessibles pour se rafraîchir ou se rassembler en période de chaleur.

Feux de forêt

- Les épisodes de smog et de fumée, notamment ceux causés par les feux de forêt en 2023, ont incité la population à rester à l'intérieur, limitant les occasions de socialisation et d'activités physiques. Cette situation a engendré un isolement social, surtout chez les aînés.
- Des problèmes respiratoires ont été rapportés chez les personnes âgées lors des épisodes de mauvaise qualité de l'air causés par les feux de forêt.

- L'impact psychologique des feux de forêt a été significatif pour plusieurs résidents, générant de l'anxiété ou un sentiment d'impuissance.
- Le contexte des feux de forêt en 2023 a profondément marqué les municipalités et a marqué la population.
- L'industrie touristique et la villégiature ont également subi les conséquences des feux de forêt, notamment par une baisse de fréquentation ou la fermeture temporaire de certains chemins.

Événements climatiques extrêmes

- Les entreprises font face à une exposition accrue aux intempéries, aux événements météorologiques extrêmes et aux températures élevées, ainsi qu'à l'allongement des saisons, ce qui impacte les opérations et les chaînes d'approvisionnement.

2. Quels sont les enjeux susceptibles d'être rencontrés par votre secteur d'activité relativement aux changements climatiques?

Santé physique et impacts liés aux températures extrêmes

- Les épisodes de chaleur accablante et les installations de climatisation désuètes posent des risques accrus pour les personnes âgées, les enfants, les personnes en situation d'itinérance ainsi que pour les travailleurs de la santé, déjà exposés à des conditions physiques exigeantes.
- Des enjeux de déplacement des patients émergent également en période de conditions extrêmes (verglas, tempêtes, chaleur intense), ce qui affecte la prestation des soins.
- On observe déjà une augmentation de l'achalandage liée à des cas de déshydratation et de difficultés respiratoires en lien avec la chaleur et la qualité de l'air.
- L'exposition accrue des personnes en situation d'itinérance aux températures extrêmes soulève des besoins d'adaptation dans les services d'accueil (heures prolongées, accès à des lieux climatisés).

Santé mentale, cohésion sociale et écoanxiété

- L'écoanxiété, particulièrement chez les jeunes, est un enjeu grandissant. Le milieu scolaire manque souvent de ressources ou d'outils pour accompagner adéquatement les élèves sur ces enjeux.
- Des tensions sociales émergent également autour des perceptions divergentes du changement climatique, ce qui peut affecter la cohésion sociale.

Inégalités sociales de santé et vulnérabilité

- Les logements mal isolés exposent davantage les familles vulnérables aux écarts de température.
- Les quartiers plus défavorisés disposent souvent de moins de végétation et d'infrastructures résilientes, aggravant les effets d'îlots de chaleur urbains.
- Des dommages aux habitations en raison des événements extrêmes (pluies abondantes, verglas, inondations) peuvent accroître les risques d'itinérance ou de perte de logement.
- Il y a un manque d'espaces verts accessibles à toute la population, ce qui limite la capacité d'adaptation collective face aux vagues de chaleur.

Milieux économiques

- Des pertes d'emploi ou des réorientations professionnelles sont anticipées dans les secteurs agricole et forestier, en raison de la variabilité climatique et des nouvelles réglementations.
- Les changements climatiques pourraient forcer des modifications des objectifs ou de l'approvisionnement au sein des entreprises, notamment celles dépendant des ressources naturelles.
- La communauté de Maria-Chapdelaine est perçue comme particulièrement vulnérable, son économie étant fortement liée à l'exploitation des ressources naturelles.

Mobilisation des organisations

- Bien que certaines entreprises soient préoccupées par les enjeux, il a été noté qu'une partie du tissu économique local se sent moins préoccupé, mobilise encore peu les fonds disponibles pour l'adaptation ou sollicite moins l'expertise dans certaines organisations (ex. : SADC).
- Dans certaines entreprises ou organismes communautaires, on observe encore une résistance au changement, un déni de l'enjeu ou un manque de connaissances, ce qui freine la transition.
- Au niveau municipal, les enjeux climatiques ne sont pas toujours perçus comme prioritaires, ce qui représente un risque pour la planification organisationnelle. Il devient nécessaire d'intensifier les efforts de sensibilisation et de vulgarisation à destination des élus et des gestionnaires municipaux.

3. Votre entreprise ou votre organisation a-t-elle déjà mis en place différentes mesures pour lutter contre les changements climatiques?

Milieu de la santé

- Les priorités du Fonds santé durable et bien-être des communautés (FSDBEC) comprennent la transition climatique (adaptation et atténuation) et les projets déposés dans le cadre de ce programme doivent viser la santé et le bien-être de la population.
- La Direction de santé publique (DSPu) offre un accompagnement dans des projets d'aménagement du territoire ayant des co-bénéfices pour la santé et le climat (mobilité durable, verdissement, aménagements scolaires).
- Le CIUSSS, principal employeur de la région, a déployé plusieurs mesures à l'intention de ses employés dans une perspective de développement durable :
 - Amélioration de la gestion des matières résiduelles ;
 - Promotion du transport actif et durable, notamment par l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques et de supports à vélos ;
 - Distribution de végétaux durant la période estivale, visant à sensibiliser les employés tout en favorisant leur bien-être ;
 - Mise en œuvre d'une politique institutionnelle en développement durable, intégrant un volet sur l'approvisionnement local en aliments.

Milieu scolaire

- Des initiatives ponctuelles sont mises en œuvre selon la volonté des enseignants et comités (ex. : sensibilisation au recyclage, virage vert, utilisation de vaisselle réutilisable, ateliers sur l'alimentation durable).
- On remarque un manque de mobilisation ou d'intégration des enjeux climatiques dans les milieux de la petite enfance, générant des inquiétudes quant à leur vulnérabilité.

Santé et alimentation

- Des projets locaux de lutte au gaspillage alimentaire, porté par un comité en sécurité alimentaire, sont en cours.
- Des efforts sont réalisés afin de mettre en place des projets liés à un système alimentaire durable, incluant l'approvisionnement local. Deux municipalités ont un plan de développement des communautés nourricières.

Environnement

- La promotion des îlots de fraîcheur ainsi que le soutien à des projets de verdissement sont assurés par des organismes tels que la Société de gestion environnementale (SGE).
- Des actions de sensibilisation du public aux enjeux climatiques sont également menées par divers organismes et comités locaux engagés dans la transition écologique.

Réponses de la table *agriculture*

1. Avez-vous observé des changements dans le climat qui ont eu des conséquences sur vos activités par le passé? Si oui, lesquels?

- Les participants ont unanimement reconnu avoir observé des modifications climatiques importantes, notamment l'augmentation de la température et l'allongement de la saison de croissance (entre autres pour le bleuet).
- On observe une augmentation de la présence d'insectes nuisibles et de ravageurs, attribuée aux hivers plus doux, ce qui complique la gestion phytosanitaire des cultures et pourrait accroître la dépendance aux intrants ou exiger des ajustements coûteux des pratiques agricoles.
- La diminution du couvert de neige au sol compromet la protection naturelle des bleuetières et autres cultures pérennes, exposant les plants au gel, aux dommages mécaniques et aux variations brusques de température, ce qui affecte leur vigueur et leur rendement.

2. Quels sont les enjeux susceptibles d'être rencontrés par votre secteur d'activité relativement aux changements climatiques?

Production agricole

- Les changements climatiques entraînent une diminution de la qualité de certaines productions agricoles, en raison du stress hydrique, des températures extrêmes ou des épisodes de gel-dégel.
- Les aléas climatiques de plus en plus fréquents obligent les producteurs à augmenter leurs dépenses, notamment pour l'irrigation, le contrôle des ravageurs, la réparation des infrastructures endommagées ou l'adaptation des pratiques, ce qui fragilise la rentabilité des exploitations.

Pression des grandes entreprises

- La pression croissante exercée par les grandes entreprises de transformation, qui peuvent exiger l'atteinte de la carboneutralité des exploitations agricoles afin de répondre aux cibles provinciales, sans toutefois offrir de mesures incitatives ou de soutien, place un fardeau important sur les plus petites exploitations.

Sécurité alimentaire

- La multiplication des perturbations climatiques fait émerger des enjeux de sécurité alimentaire à l'échelle locale, en compromettant la stabilité de l'approvisionnement, en

augmentant les risques de pertes de récolte et en réduisant la capacité des producteurs à répondre durablement à la demande régionale.

Préparation du secteur agricole

- Certains producteurs démontrent une bonne compréhension des enjeux climatiques, ayant déjà observé et intégré des changements dans leurs opérations.
- Certains se disent préparés à faire face à certains aléas, en raison de leur expérience, de leur capacité d'observation sur le terrain et de leur adaptation continue aux conditions météo changeantes.

Opportunités liées aux changements climatiques

- Bien qu'ils posent des défis, les changements climatiques peuvent aussi générer des opportunités d'innovation et de diversification. Un climat plus chaud pourrait offrir certaines opportunités agronomiques, notamment l'allongement de la saison de croissance, la possibilité de cultiver de nouvelles espèces ou variétés auparavant non adaptées à la région, ainsi qu'une augmentation du nombre de récoltes annuelles pour certaines cultures.
- La bourse du carbone est perçue comme une opportunité potentielle pour le secteur agricole, en permettant aux producteurs de valoriser financièrement leurs pratiques de séquestration du carbone, notamment par l'amélioration des sols ou la plantation de haies brise-vent, bien que plusieurs attendent encore un cadre clair pour en tirer avantage.

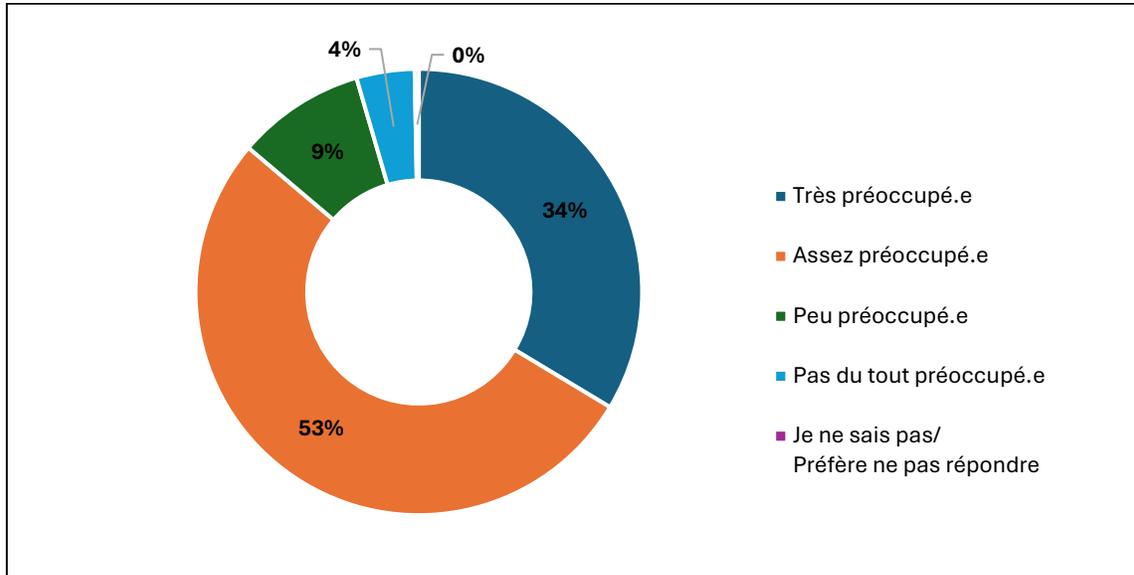
3. Votre entreprise ou votre organisation a-t-elle déjà mis en place différentes mesures pour lutter contre les changements climatiques?

- Le programme Agriculimat a permis de mieux sensibiliser les producteurs aux enjeux climatiques, d'amorcer des réflexions sur l'adaptation dans plusieurs fermes et d'identifier des pistes d'action concrète.
- Un projet de production de biométhane par méthanisation agricole est en cours de développement avec l'UPA et Énergir, ce qui représente une avenue prometteuse pour valoriser les résidus agricoles, produire de l'énergie renouvelable et contribuer à la transition énergétique.
- Plusieurs initiatives en cours, tant locales, régionales que provinciales, témoignent d'une mobilisation croissante du secteur agricole et d'une préparation active à faire face aux défis climatiques, même si l'accès aux ressources, au financement et à l'accompagnement demeure inégal selon les types d'exploitations.

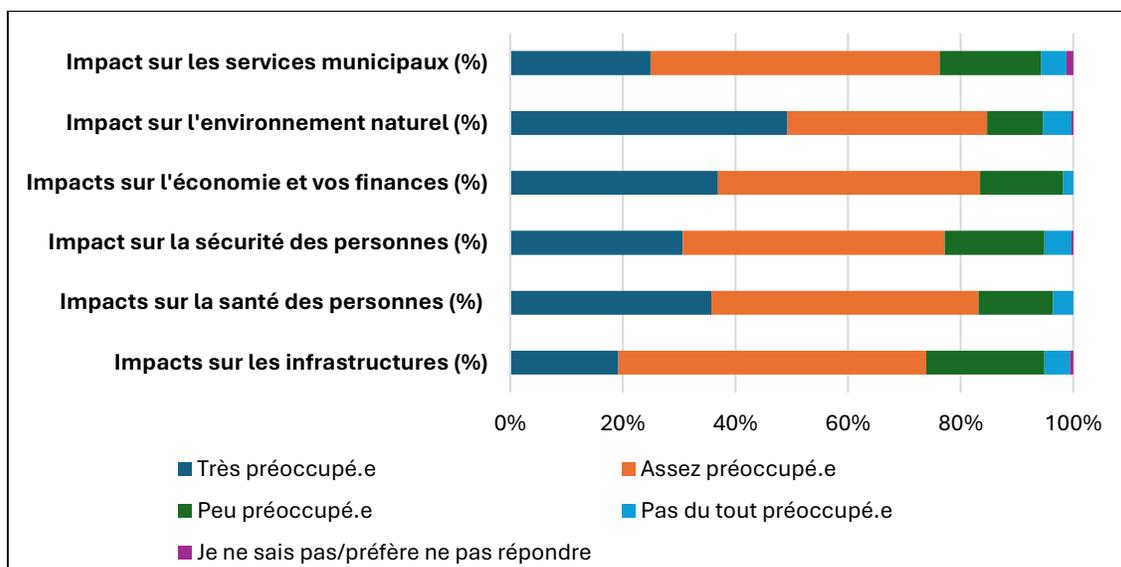
Annexe 2 : résultats de la consultation publique

Thématique 1 : les impacts des changements climatiques

1. Quel est votre niveau de préoccupation général concernant les changements climatiques ?

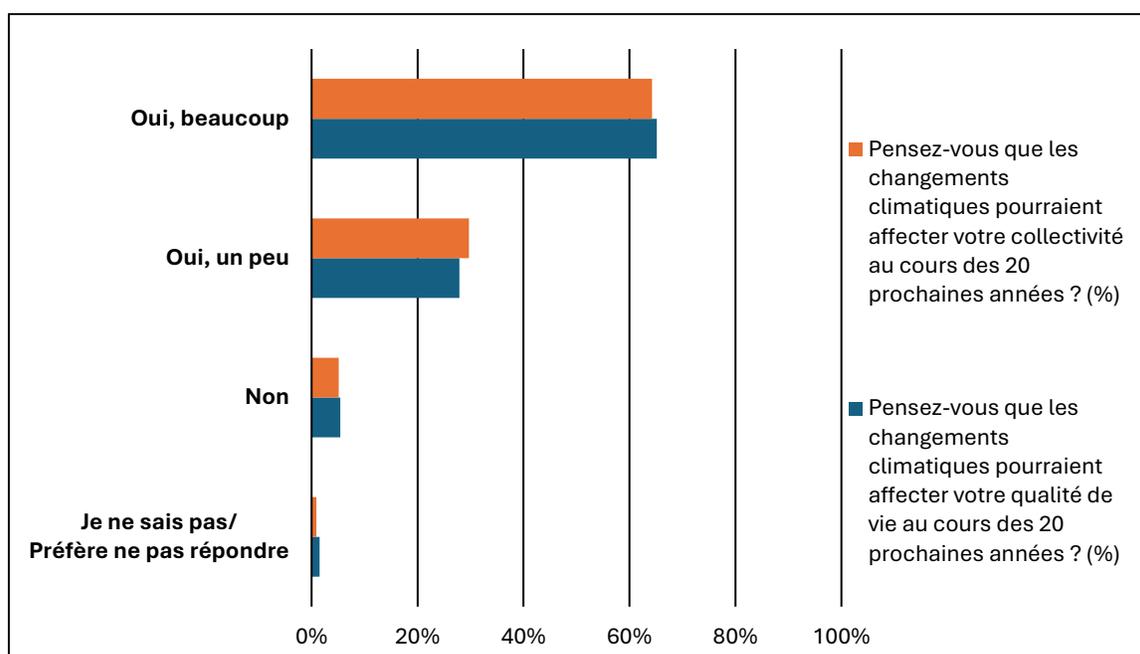


2. Plus spécifiquement, à quel point êtes-vous préoccupé.e par les impacts des changements climatiques suivants ?



Thématique 2 : l'adaptation aux changements climatiques

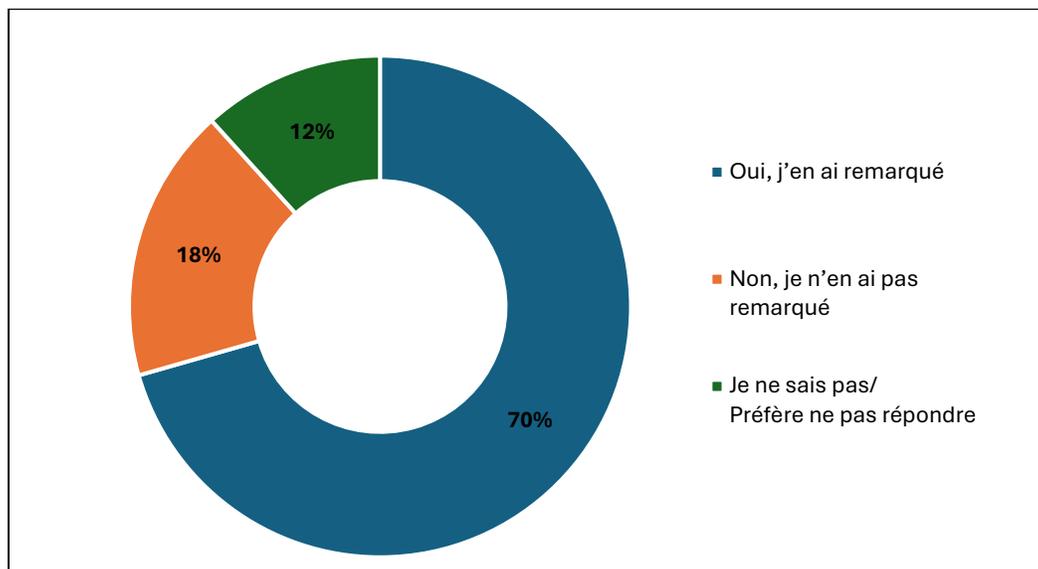
3. Pensez-vous que les changements climatiques pourraient affecter votre qualité de vie au cours des 20 prochaines années ? 4. Pensez-vous que les changements climatiques pourraient affecter votre collectivité au cours des 20 prochaines années ?



5. Pouvez-vous classer les phénomènes climatiques suivants selon votre niveau de préoccupation :

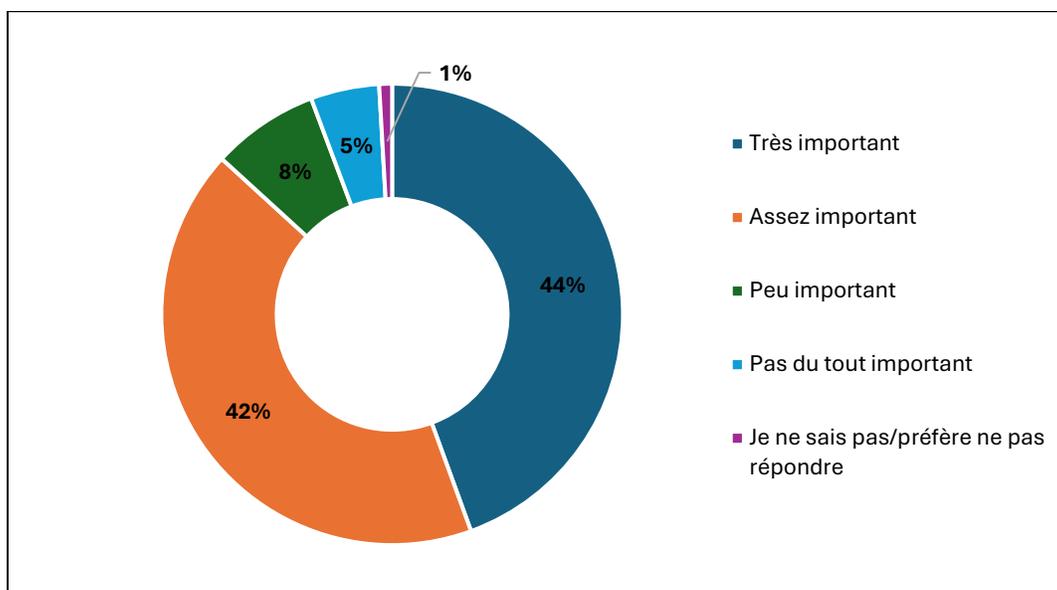
Aléas climatiques	Rang moyen	Rang
Feux de forêt	3,29	1
Événements météorologiques extrêmes	3,53	2
Vagues de chaleur et augmentation de température	4,45	3
Sécheresse et étiage	5,04	4
Redoux hivernaux et cycles de gel-dégel	5,4	5
Présence de nouvelles maladies	5,71	6
Inondations	5,83	7
Augmentation des précipitations (pluie ou neige)	6,09	8
Glissements de terrain	7,4	9
Présence de pollen allergène	8,26	10

6. Au cours des dernières années, sur le territoire de la MRC, avez-vous remarqué des événements ou des situations qui pourraient être causés par le phénomène des changements climatiques?

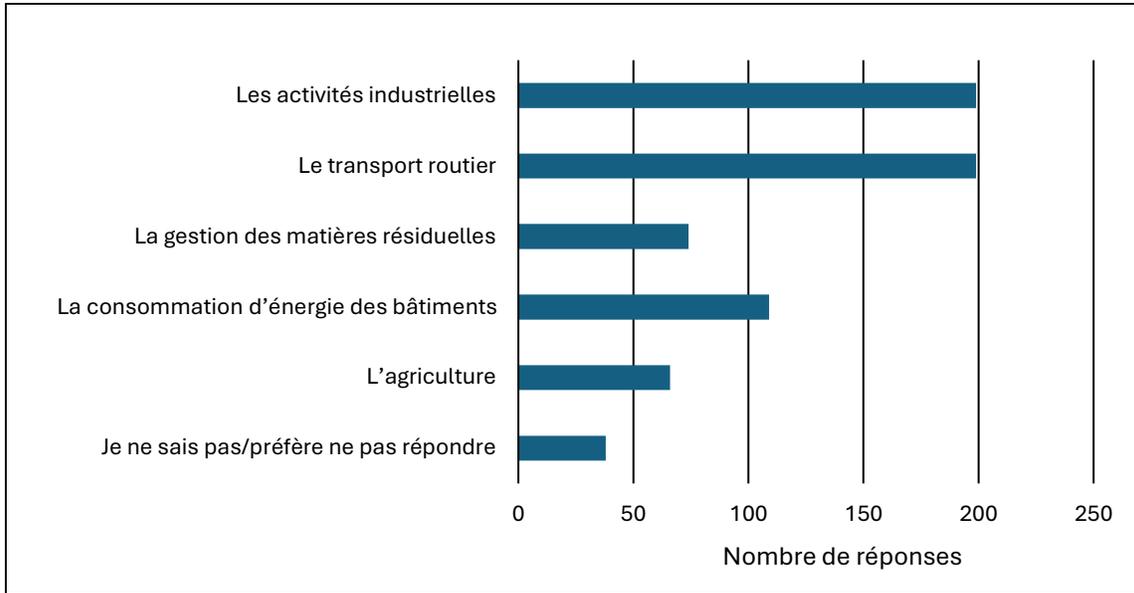


Thématique 3 : la réduction des émissions de gaz à effet de serre

7. Selon vous, dans quelle mesure est-il important de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans notre MRC?

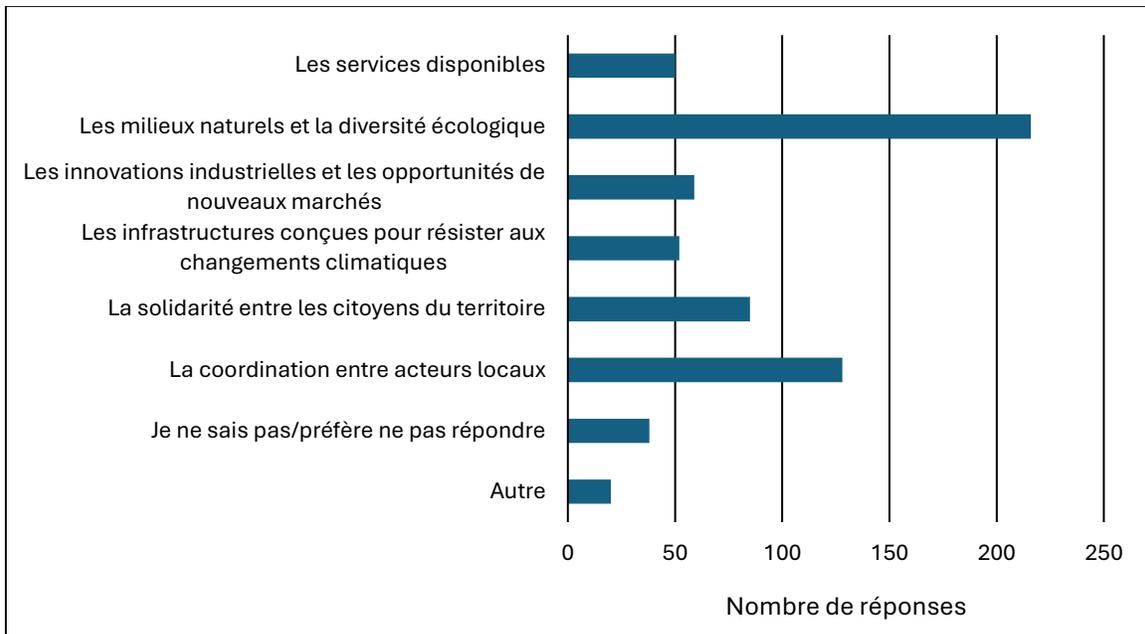


8. Selon vous, quelles sont les principales causes de l'émission de gaz à effet de serre dans notre MRC?

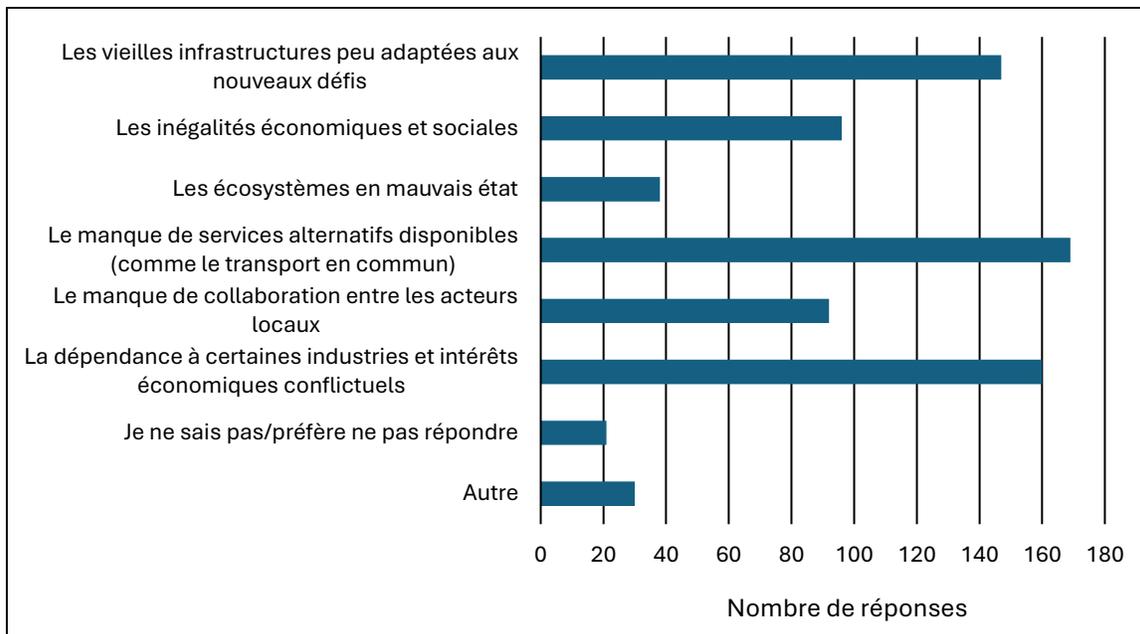


Thématique 4 : identification de nos objectifs

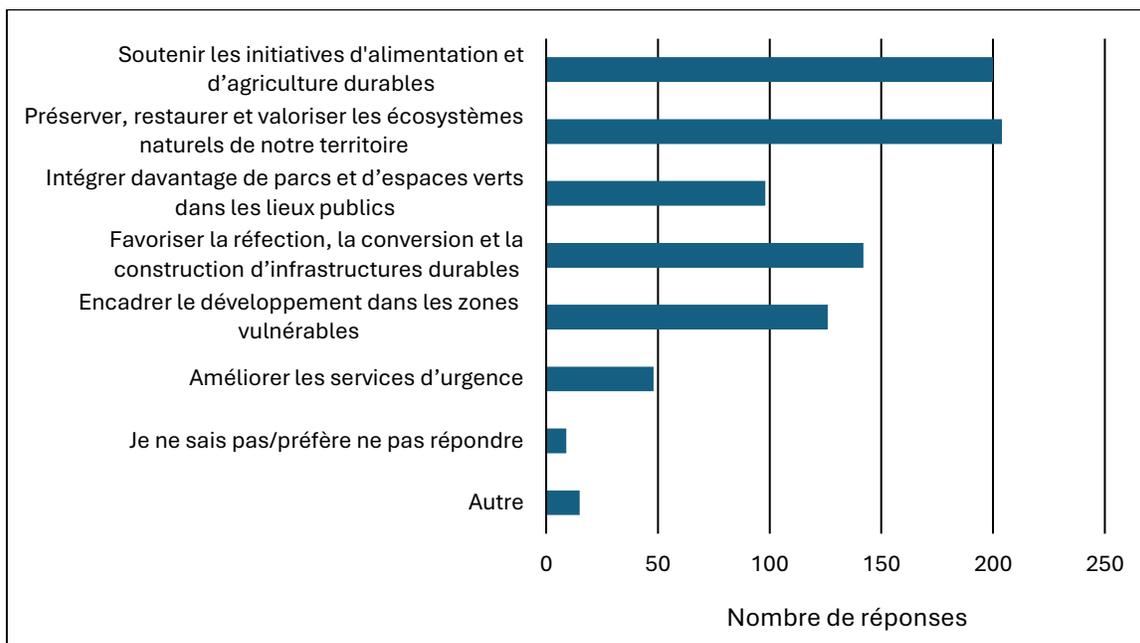
9. À votre avis, quelles sont les principales forces de notre territoire pour faire face aux changements climatiques ?



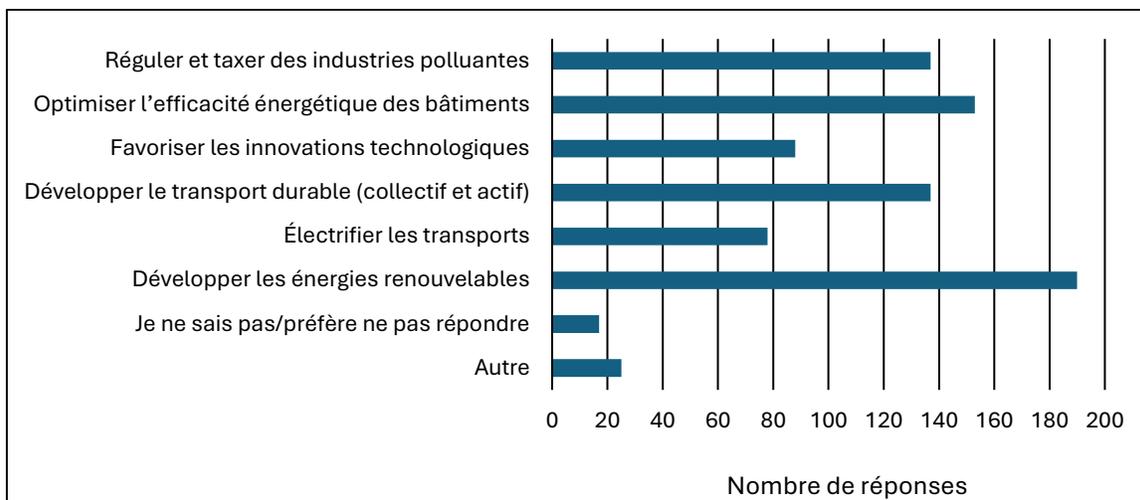
10. À votre avis, quelles sont les principales faiblesses de notre territoire⁸ pour faire face aux changements climatiques ?



11. Selon vous, quelles seraient les mesures les plus efficaces pour adapter le territoire aux impacts des changements climatiques ?



12. Selon vous, quelles seraient les mesures les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sur notre territoire ?



13. Selon vous, quels devraient être les principaux objectifs de la MRC dans sa démarche de lutte aux changements climatiques?

